

LES FONDS FIDUCIAIRES EN ACTION



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE 



La Banque européenne d'investissement (BEI) est une banque de développement d'envergure mondiale. Dans les pays en développement, elle soutient les investissements qui contribuent au bien-être des populations. Elle apporte également sa pierre à la lutte contre le coronavirus et à la reprise après la pandémie. En appuyant des projets qui changent réellement la donne dans la vie quotidienne et en sélectionnant des partenaires d'exception, la Banque consolide l'appui qu'elle apporte et contribue à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.



COLLABORER AVEC DES PARTENAIRES

DOMAINES D'INVESTISSEMENT

Action en faveur du climat
Infrastructures vitales
Intégration régionale
Entreprises de toutes tailles

Le financement de projets de développement connaissant des limites, la Banque s'appuie sur des fonds fiduciaires pour augmenter le volume des ressources disponibles. Ses fonds fiduciaires sont régis par des accords tripartites aux termes desquels un donateur transfère des capitaux à la BEI pour soutenir une tierce partie. La Banque recueille ainsi des ressources au nom des fonds fiduciaires, puis les utilise pour fournir des subventions, des prêts et une assistance technique à des projets mis en œuvre dans des dizaines de pays du monde entier.

La BEI gère neuf fonds fiduciaires financés par des États membres de l'UE, la Commission européenne et le Royaume-Uni. De nombreux pays d'Europe ont constaté par eux-mêmes que les fonds fiduciaires de la BEI constituent un moyen idéal de nouer des partenariats durables avec les pays en développement. La Banque espère élargir ces partenariats afin d'inclure d'autres États, des philanthropes et des fondations. En coopérant avec un nombre encore plus grand de partenaires, elle peut contribuer à œuvrer pour un monde meilleur.



CHIFFRES CLÉS

Les donateurs de la BÉI : **24 pays de l'UE**, le **Royaume-Uni** et la **Commission européenne**

1,1 milliard d'euros levé

905 millions d'euros de financements approuvés

263 opérations

Plus de **22 milliards d'euros** d'investissements mobilisés

Le camp de réfugiés somaliens de Dadaab est considéré comme le plus grand camp au monde. Dadaab, province nord-orientale, Kenya
Photo : Yann Arthus-Bertrand



DES PROJETS PLUS FRUCTUEUX

Les projets que la BEI soutient sont conçus pour attirer des investissements d'autres organisations et institutions financières. Ses fonds fiduciaires lui permettent de rendre les projets plus durables et de mobiliser des financements supplémentaires auprès d'autres investisseurs. En fournissant une assistance technique tout au long du cycle de vie d'un projet, la Banque renforce les connaissances et les compétences des clients, ce qui améliore la qualité des projets. Elle panache également des subventions avec des prêts pour mobiliser encore plus de soutien. Les fonds fiduciaires de la BEI attirent davantage de financements du fait que la participation de la Banque réduit les risques liés au projet considéré. Cet aspect est important car, dans les pays en développement, les projets de grande envergure ou innovants, et apparemment risqués, peinent souvent à trouver un financement.


La collaboration avec des partenaires au sein de fonds fiduciaires permet à la BEI :

- d'améliorer la qualité et l'impact des projets ;
- de partager son savoir-faire et son expérience afin que les projets soient plus efficaces ;
- d'aider l'Union européenne à stimuler les pays en développement.

DES PROJETS DANS LE MONDE ENTIER

Les fonds fiduciaires de la BEI ont soutenu la réalisation de projets dans 75 pays. Les montants engagés varient de 3,3 millions d'euros pour le Fonds pour le secteur de l'eau à 813 millions d'euros pour le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures.





**LA BEI EST
TOUJOURS PRÊTE
À DISCUTER DE
NOUVEAUX FONDS
AVEC DES PARTENAIRES
NOUVEAUX OU
EXISTANTS.**

LA GESTION DES FONDS FIDUCIAIRES

La Plateforme de partenariat pour les fonds (PPF) est un cadre qui permet à la BEI de gérer les fonds des donateurs. Lancée en 2017, elle rationalise et standardise les procédures de la Banque s'agissant par exemple des dispositions en matière de gouvernance, du calcul des commissions et des modalités de publication d'informations, et offre un cadre général aux différents fonds fiduciaires qu'elle englobe. Les fonds relevant de la PPF sont les suivants : le Fonds pour l'initiative Résilience économique, le City Climate Finance Gap Fund, le Fonds pour l'inclusion financière, le Fonds Initiative internationale pour le climat, la Plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI et le Fonds pour le secteur de l'eau.

Ces fonds sont créés par la BEI en étroite collaboration avec les donateurs. L'objectif est d'identifier, dans le monde entier, des projets importants permettant d'attaquer de front les défis planétaires. Ces projets peuvent concerner, par exemple, les infrastructures économiques et sociales publiques, le développement du secteur privé ainsi que l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets. Les fonds sont conçus pour viser un objectif précis, tout en offrant une certaine souplesse. Ainsi, la BEI peut cibler un secteur particulier, par exemple avec le Fonds pour le secteur de l'eau, ou couvrir plusieurs domaines avec une palette d'options de financement, comme dans le cas du Fonds pour l'initiative Résilience économique.

DONATEURS

BULGARIE

CROATIE

ITALIE

LITUANIE

LUXEMBOURG

POLOGNE

ROYAUME-UNI

SLOVAQUIE

SLOVÉNIE

ENGAGEMENTS DES DONATEURS

111,45 Mio €

OPÉRATIONS APPROUVÉES

8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



PAYS ADMISSIBLES



* La BEI a suspendu les négociations en vue d'un accord avec la Libye. À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a par ailleurs suspendu toute activité en Syrie.

** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance de la Palestine en tant qu'État et est sans préjudice de la position de chaque État membre de l'UE à ce sujet.

*** Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

IMPACT ATTENDU

211 000 emplois soutenus

Prêts en faveur de 11 000 petites entreprises

Accès à l'eau propre et à l'assainissement pour 10,8 millions de personnes

De l'électricité pour alimenter 310 000 foyers

PRIORITÉS

Développement du secteur privé

Petites entreprises et emploi

Gestion des déchets solides

Transports durables et
aménagement urbain

Efficacité énergétique

L'initiative Résilience économique (IRE) est un élément central de l'action que mène l'Union européenne pour renforcer les économies et traiter les problèmes posés par les migrations et les déplacements forcés dans le voisinage méridional de l'Europe et dans les Balkans occidentaux. Elle finance également des projets qui aident les sociétés à se remettre des crises économiques et soutient les pays sujets à des chocs tels que les inondations ou les sécheresses, les migrations et l'instabilité économique ou politique.

Le Fonds pour l'initiative Résilience économique relève de l'IRE. Il vise à renforcer l'inclusion dans les pays qu'il soutient en offrant des subventions et une assistance technique pour des projets d'infrastructure présentant un intérêt économique et social, tout en aidant les femmes et les jeunes à trouver un emploi. Ce fonds aide également les pays et les régions à se préparer à des chocs économiques ou environnementaux inattendus. Créé en 2017, il est financé par huit pays de l'UE et par le Royaume-Uni.

EXEMPLES DE PROJETS

Grâce à un prêt de 30 millions d'euros, la BEI aide UniCredit Bank Serbia à proposer de petits prêts aux entreprises désireuses de favoriser l'égalité hommes-femmes, l'emploi des jeunes et l'intégration sociale. Il s'agit là de la première opération d'investissement d'impact en faveur du secteur privé dans les Balkans occidentaux au titre de l'IRE. Le Fonds pour l'initiative Résilience économique offre une subvention de 4 millions d'euros pour soutenir cette opération, dont profitent financièrement des entreprises qui atteignent des objectifs concrets en matière d'emploi des femmes, des jeunes, des réfugiés, des minorités, des personnes handicapées et d'autres groupes qui ont du mal à trouver du travail. Cette opération viendra à l'appui d'environ 4 000 emplois en Serbie.

Dans le cadre de deux opérations relevant du mécanisme de capital-risque de l'IRE, la BEI investit 20 millions d'euros dans l'Amethis MENA Fund et 20,5 millions de dollars dans le Foursan Capital Partners Fund. Ces deux fonds de participation proposent des prêts à des entreprises basées en Afrique du Nord et dans le Levant, principalement mais non exclusivement au Maroc et en Jordanie. Ils se concentrent sur des entreprises souvent négligées par le secteur financier, comme celles de petite taille, qui, dans ces régions, peinent généralement à obtenir des prêts. Ces deux fonds devraient contribuer à créer, au total, près de 2 000 emplois.

DONATEURS

ALLEMAGNE	ITALIE
AUTRICHE	LUXEMBOURG
BELGIQUE	MALTE
CHYPRE	PAYS-BAS
COMMISSION EUROPÉENNE	PORTUGAL
ESPAGNE	ROUMANIE
FINLANDE	ROYAUME-UNI
FRANCE	SLOVÉNIE
GRÈCE	SUÈDE
IRLANDE	

ENGAGEMENTS DES DONATEURS

68 Mio €

OPÉRATIONS APPROUVÉES

85

* La Libye est également admissible sous réserve de la signature d'un accord-cadre avec le pays. La Syrie était admissible jusqu'à ce que des sanctions soient prises par l'UE en novembre 2011, et que la BEI suspende alors tous les décaissements de prêts et les contrats d'assistance technique.

PAYS ADMISSIBLES

Les projets transfrontaliers ou régionaux sont également admis.



IMPACT ATTENDU

Soutien à **123 000 emplois** dans les PME, les microentreprises et les entreprises de taille intermédiaire

Des services d'assainissement de meilleure qualité pour **1,2 million de personnes**

De l'électricité propre pour **260 000 foyers**

Le Fonds fiduciaire de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) soutient le développement économique dans les pays voisins du Sud de l'Europe. Ce fonds propose des subventions et une assistance technique et peut soutenir des opérations plus risquées menées par des entrepreneurs innovants. Il comprend une enveloppe de financement spéciale appelée Camena, qui offre des aides non remboursables en faveur de l'action climatique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'une enveloppe à l'appui de Gaza, qui renforce les activités du Fonds fiduciaire de la FEMIP dans cette région.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



PRIORITÉS

Petites entreprises

Infrastructures

Environnement

Recherche-développement,
compétences et
innovation

EXEMPLES DE PROJETS

CoopMed est un projet pilote doté de 2 millions d'euros qui porte sur des investissements du secteur privé de petite dimension. Il fournit des financements stables à long terme, principalement sous forme de prêts subordonnés, à des institutions de microfinance et à d'autres intermédiaires financiers au Liban. Ce projet contribue à ce que davantage de prêts soient accordés aux microentreprises, aux coopératives, aux entreprises sociales et aux initiatives économiques menées par des organisations non gouvernementales.

Une initiative du Fonds fiduciaire de la FEMIP, d'un montant de 2 millions d'euros, aide les institutions de microfinance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à accorder un plus grand nombre de prêts aux personnes vulnérables. Ce programme s'adresse aux chômeurs, aux travailleurs indépendants, aux jeunes et aux migrants, et vise à financer des formations leur permettant de créer leur propre entreprise et de rejoindre l'économie formelle. Le programme a été lancé en 2019 et les institutions de microfinance au Liban et en Jordanie ont déjà commencé à soutenir un nombre croissant de clients.

SECTEURS

Énergies renouvelables et
efficacité énergétique

Transports durables et aménagement
urbain

Gestion des déchets solides

Foresterie et utilisation des terres

Recherche, développement et
innovation

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



DONATEUR

ROYAUME-UNI

**ENGAGEMENT DU
DONATEUR**

15 Mio £

**OPÉRATIONS
APPROUVÉES**

15

IMPACT ATTENDU

De meilleurs services d'eau et
d'assainissement

Des projets ferroviaires plus
respectueux du climat

Une réduction des émissions de carbone

Davantage d'investissements en faveur
du climat

Camena – Dispositif d’action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Camena est une enveloppe pour l’action en faveur du climat relevant du Fonds fiduciaire de la FEMIP ; elle est financée par le ministère britannique du développement international.

Camena distribue des subventions aux secteurs public et privé de la région méditerranéenne afin de contribuer à la lutte contre les changements climatiques. L’objectif est d’aider les projets concernés à obtenir des prêts de la BEI et d’autres investisseurs. Camena offre une assistance technique appuyant la réalisation d’évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, d’études de faisabilité, d’analyses des incidences environnementales et sociales, et d’interventions de renforcement des capacités. Des opérations d’apport de fonds propres sont également envisageables.

PRIORITÉS

Développement à long terme

Environnement et société

Résilience face aux changements climatiques

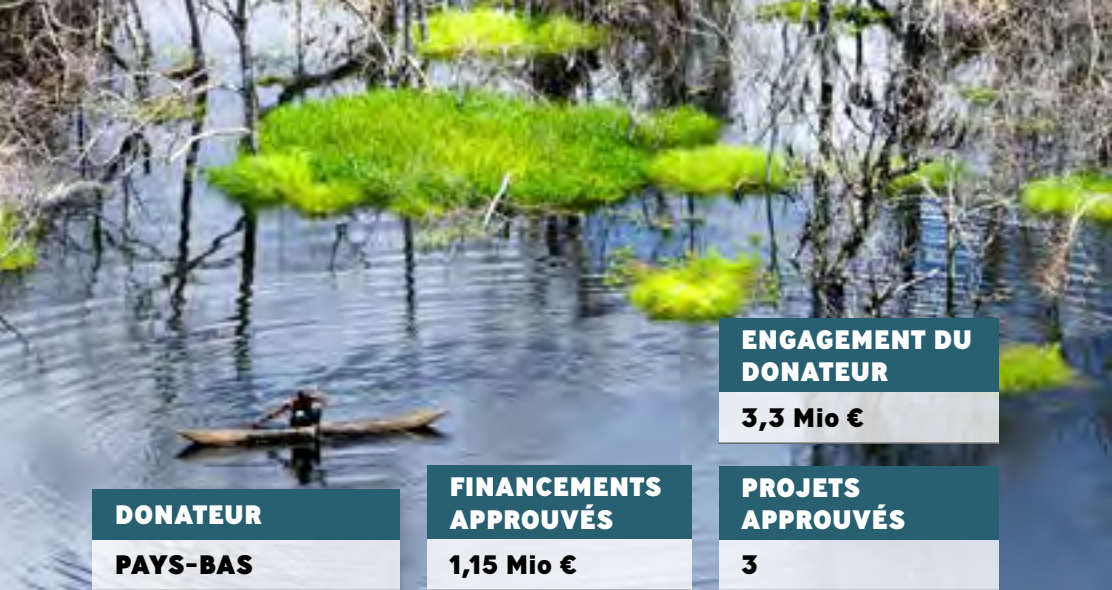
Croissance économique

Réduction des émissions de gaz à effet de serre

EXEMPLES DE PROJETS

Camena aide Alexandrie, la deuxième ville d’Égypte, à moderniser ses installations de traitement des eaux usées ; quelque 1,5 million d’habitants devraient bénéficier de cette opération. Pour ce projet, la BEI a approuvé une enveloppe de financement comprenant des prêts et des aides non remboursables qui vise à réduire les rejets d’eaux usées dans la mer et les émissions de méthane.

En Tunisie, dans le cadre de l’enveloppe Camena, une subvention de 495 000 euros contribue à déterminer comment les technologies ferroviaires modernes et l’énergie solaire peuvent permettre d’agrandir le réseau ferroviaire tout en le rendant moins polluant et plus efficace. Ce projet permettra de réduire les émissions en incitant les citoyens à utiliser davantage le train et à moins prendre leur voiture, tout en donnant priorité au transport de fret par train plutôt que par camion. Il rapprochera un plus grand nombre de populations rurales et de groupes marginalisés du réseau ferroviaire, améliorant ainsi l’accès à de meilleurs emplois et à des services sociaux de meilleure qualité.



ENGAGEMENT DU DONATEUR

3,3 Mio €

DONATEUR

PAYS-BAS

FINANCEMENTS APPROUVÉS

1,15 Mio €

PROJETS APPROUVÉS

3

Le Fonds pour le secteur de l'eau a été créé par la BEI et l'État néerlandais. Il soutient des projets dans des villes de plus de 100 000 habitants et dans des groupements de villes plus petites, dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans ces pays, les ressources financières des pouvoirs publics sont souvent limitées, ce qui ne leur permet pas d'élaborer des projets liés à l'eau de manière adéquate. Les habitants de certaines de ces régions n'ont pas accès à des services d'assainissement de base ou à de l'eau propre. Ce fonds fiduciaire propose des aides non remboursables et une assistance technique lors de la phase initiale des projets. Ces initiatives aident les pays à planifier des projets modernes et innovants liés à l'eau et à améliorer la gestion de cette ressource. À la suite de la crise du coronavirus, de nouveaux projets sont élaborés ; ils peuvent faire appel à d'autres instruments complétant l'assistance technique, tels que le partage des risques et l'absorption des premières pertes.

IMPACT

De l'eau propre pour des centaines de milliers de personnes

Des services d'assainissement de meilleure qualité

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENU



PRIORITÉS

Infrastructures hydriques pour les ménages mal desservis

Projets innovants liés à l'eau

Gestion de l'eau

Un pêcheur sur le lac formé par un barrage hydroélectrique sur la rivière Léfini. Lac du barrage d'Imboulou, République du Congo.
Photo : Yann Arthus-Bertrand

EXEMPLES DE PROJETS

Le Fonds va financer une étude de faisabilité d'un montant de 350 000 euros portant sur un projet ayant trait à l'eau propre dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger. Ce pays fait face à des risques accrus liés aux changements climatiques (précipitations irrégulières, sécheresses plus longues et saisons humides plus courtes). La population croît rapidement et les mouvements migratoires vers les zones urbaines mettent à rude épreuve les services d'eau et d'assainissement. La ville de Terá n'a pas accès à l'eau propre et la région souffre de pénuries d'eau chroniques. L'étude déterminera s'il est possible de raccorder les réseaux d'eau de Terá à une station d'épuration située à Gotheye au moyen d'une conduite longue de 106 kilomètres. Ce projet permettrait d'approvisionner 250 000 personnes en eau propre.

Le Fonds finance également deux études au Malawi. La première porte sur l'approvisionnement en eau de Liwonde et Balaka, deux villes secondaires du sud du pays. Au Malawi, de nombreuses personnes s'installent dans les zones urbaines et l'eau propre y est une denrée rare. À Liwonde, les eaux fluviales sont actuellement traitées dans une station d'épuration classique puis distribuées par le biais de réservoirs. Cette étude, d'un montant de 495 000 euros, servira à évaluer quelle incidence aurait, pour ces villes, une extension de l'approvisionnement en eau et l'installation de systèmes de pompage perfectionnés, l'objectif étant d'approvisionner 70 000 personnes supplémentaires en eau propre. La deuxième étude vise à mettre au point un dispositif de pompage de l'eau alimenté par des énergies renouvelables. Les systèmes de pompage traditionnels fonctionnent aux combustibles fossiles ; le recours aux énergies renouvelables pour alimenter ces dispositifs suscite donc beaucoup d'intérêt dans toute l'Afrique. Cette étude de faisabilité d'un montant de 250 000 euros analysera spécifiquement comment les énergies renouvelables peuvent contribuer à pomper de l'eau du lac Malawi pour alimenter Lilongwe.

La Plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI (PFCL) est une initiative conjointe des autorités luxembourgeoises et de la BEI. Elle appuie des projets dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets dans le monde entier grâce à des solutions de financement innovantes et à fort impact. La PFCL renforce son incidence en attirant des investisseurs du secteur privé, du fait qu'elle réduit les risques pour les autres bailleurs de fonds.

Les investissements portent sur la restauration et l'utilisation durable des terres, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les données et les solutions techniques en matière de résilience climatique, ainsi que sur la production d'électricité hors réseau pour les ménages et les petites entreprises situés dans des zones plus rurales ou isolées.

DONATEUR

LUXEMBOURG

**OPÉRATIONS
APPROUVÉES**

4

**ENGAGEMENT DU
DONATEUR**

70 Mio €

PRIORITÉS

Atténuation des changements
climatiques et adaptation à leurs
effets

IMPACT ATTENDU

Économies d'énergie

Réduction des émissions

**Restauration des terres
dégradées et gestion
durable des forêts et de
l'agriculture**

**Technologies d'adaptation
et de résilience face
aux changements
climatiques**

**OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE SOUTENUS**



PROJETS MARQUANTS

Une nouvelle approche de la résilience climatique

La BEI et la PFCL ont toutes deux investi dans le Fonds CRAFT (*Climate Resilience and Adaptation Finance & Technology Transfer Facility*), le premier instrument d'investissement commercial qui cherche à élargir l'accès aux technologies et solutions en faveur de l'adaptation et de la résistance face aux changements climatiques. La BEI investit 30 millions d'euros dans le Fonds CRAFT et la PFCL y contribue à hauteur de 5 millions d'euros. En investissant dans la tranche de rang inférieur de ce fonds, la PFCL réduit le risque pour les autres investisseurs.

Les sécheresses, les incendies et les inondations à grande échelle n'ont rien de nouveau, mais les changements climatiques augmentent la fréquence et l'intensité de ces catastrophes naturelles. Les nouvelles technologies et solutions peuvent réduire les dégâts que causent les changements climatiques et protéger les communautés les plus pauvres, mais elles nécessitent d'importants investissements. Le Fonds CRAFT entend soutenir huit à douze entreprises innovantes dans le domaine des services d'information sur le climat et des solutions pour le climat. Ces informations servent à évaluer les risques accrus liés à des régimes météorologiques plus instables, tels que les inondations et les sécheresses. Quant aux solutions pour le climat, elles sont axées sur une gestion plus efficace des ressources, telles que l'eau potable, afin d'éviter tout gaspillage.



PAYS ADMISSIBLES

BIÉLORUSSIE

UKRAINE

MOLDAVIE

IMPACT ATTENDU

118 000 emplois dans la construction chaque année

Une eau potable saine pour plus de **66 700 personnes**

Une énergie plus propre et plus fiable pour plus de **2,4 millions de personnes**

DONATEURS

ALLEMAGNE

AUTRICHE

FRANCE

LETTONIE

LITUANIE

POLOGNE

ROYAUME-UNI

SUÈDE

GÉORGIE

ARMÉNIE

AZERBAÏDJAN

OPÉRATIONS
APPROUVÉES

35

ENGAGEMENTS DES
DONATEURS

40,4 Mio €

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



PRIORITÉS

Secteur privé et petites entreprises

Aménagement urbain et transports

Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Infrastructures liées à l'eau et à l'environnement

Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

Le Fonds fiduciaire d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental (FFATPO) met son savoir-faire à la disposition de ses clients et stimule leurs capacités à réaliser des projets dans les secteurs public et privé.

PROJETS MARQUANTS

La Moldavie est sujette aux catastrophes naturelles, notamment à la sécheresse, aux inondations, aux fortes intempéries, aux tremblements de terre et aux glissements de terrain. La BEI a aidé la Moldavie à élaborer un plan visant à réduire les risques liés à ces catastrophes. Le FFATPO a approuvé un montant de 1,9 million d'euros pour l'élaboration d'un plan de gestion des inondations concernant l'ensemble du pays. Ce programme permettra d'améliorer les dispositifs de défense contre les inondations en Moldavie et de protéger les moyens de subsistance de la population.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a poussé 130 000 personnes à quitter leur foyer, ce qui pèse lourdement sur les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures. La BEI et ses partenaires ont décidé de prêter 200 millions d'euros pour financer la remise en état d'infrastructures publiques et la création d'emplois dans les cinq oblasts (provinces) de l'est de l'Ukraine. Le FFATPO a approuvé une opération d'assistance technique de 500 000 euros visant à renforcer les connaissances des autorités locales en matière de planification des infrastructures et à les aider à travailler plus étroitement avec les populations locales.



FONDS LEVÉS

813 Mio €

OPÉRATIONS APPROUVÉES

123

DONATEURS

ALLEMAGNE

AUTRICHE

BELGIQUE

COMMISSION
EUROPÉENNE

ESPAGNE

FINLANDE

FRANCE

GRÈCE

HONGRIE

ITALIE

LUXEMBOURG

PAYS-BAS

PORTUGAL

ROYAUME-UNI

IMPACT ATTENDU

De l'électricité pour **5,4 millions de foyers**

12 000 kilomètres de câbles internet

De l'eau potable saine pour **700 000 ménages**

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI) accorde des aides non remboursables pour des projets d'infrastructures en Afrique subsaharienne en vue de réduire la pauvreté et de favoriser la croissance économique. Les aides non remboursables accordées à ce titre peuvent appuyer des projets financés par la BEI ainsi que par d'autres investisseurs.

Le FFUEAI intervient dans deux principaux domaines d'activité. L'enveloppe régionale de 483 millions d'euros contribue au financement de projets d'infrastructures nationaux et transfrontaliers dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et des technologies de l'information et de la communication. Une enveloppe distincte de 330 millions d'euros soutient des projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, s'inscrivant dans le droit fil de l'initiative « Énergie durable pour tous » des Nations unies.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



PROJETS MARQUANTS

Pendant des années, les habitants de Mwanza, dans le nord de la Tanzanie, ont bataillé pour avoir un accès régulier à de l'eau propre. En 2012, le FFUEAI a approuvé une bonification d'intérêts et une subvention d'assistance technique pour la construction d'une station d'épuration destinée à la population locale. Aujourd'hui, bon nombre des habitants ont, pour la première fois, accès à de l'eau salubre chez eux. Un nouvel escalier public facilite l'accès aux parties supérieures des zones d'habitat informel et de nouveaux blocs sanitaires ont été installés dans une école.

Une subvention du FFUEAI de presque 10 millions d'euros contribue à l'approvisionnement en énergie solaire, à des prix abordables, de villages reculés du Togo. Le projet CIZO d'électrification du Togo au moyen de kits solaires prépayés vise à apporter de l'énergie solaire hors réseau dans les zones rurales. Quelque 1,5 million de Togolais recevront ainsi de l'électricité grâce à 300 000 kits solaires. Le projet permettra aussi d'alimenter des centres médicaux et des systèmes d'irrigation en énergie propre.

PRIORITÉS

Énergie
Transports
Eau
Technologies de
l'information et de la
communication

PRIORITÉS

Assistance technique et
renforcement des capacités pour
les institutions financières

Populations rurales

Jeunes entrepreneurs

Femmes entrepreneurs

Le Fonds pour l'inclusion financière a été conçu par l'État luxembourgeois et lancé en 2019 pour aider les institutions financières des pays en développement. Il vise à accorder des prêts aux microentreprises et à d'autres petites entités, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les communautés rurales, ces catégories sociales peinant souvent à obtenir des prêts. À l'avenir, ce fonds pourrait aussi proposer des instruments financiers destinés aux institutions de microfinance.

Pays admissibles : ce fonds appuiera des opérations dans les pays les moins avancés, les pays à faibles revenus et les pays à revenus intermédiaires des tranches supérieure et inférieure figurant sur la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



DONATEUR

LUXEMBOURG

**ENGAGEMENT DU
DONATEUR**

4,5 Mio €



FAITS MARQUANTS

La BEI et le Luxembourg entretiennent un partenariat de longue date qui vise à renforcer le secteur de la microfinance dans les pays en développement. Depuis 2006, ils ont collaboré dans le cadre de 67 opérations d'assistance technique, les subventions accordées représentant un montant total de 14,1 millions d'euros.

Ces projets ont des répercussions réelles sur la vie des populations. Ce fonds permettra à la BEI, grâce à la fourniture de davantage de ressources, d'accroître la capacité des institutions de prêt locales, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de petites entreprises recevront des prêts et des conseils financiers. Cela signifie également que les catégories sociales les plus pauvres pourront créer des entreprises, recruter davantage de personnel, subvenir aux besoins de leur famille, mener une vie plus heureuse et être en meilleure santé.

Le Burkina Faso est un bon exemple de ce type de retombées positives ; la BEI et l'État luxembourgeois y ont soutenu l'ACEP, l'une des plus grandes institutions de microfinance du pays. L'ACEP a ainsi été en mesure de proposer aux clients davantage de prêts, pour des sommes élevées ou modestes, afin de les aider à développer leur activité.



PAYS ADMISSIBLES

Ce fonds appuiera des opérations dans les **pays en développement** figurant sur la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.



Le Fonds Initiative internationale pour le climat tient son nom et reçoit son financement de l'Initiative internationale pour le climat (Internationale Klimaschutzinitiative ou IKI), mise en œuvre par l'Allemagne. Cette initiative a été lancée en 2008 par le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire. L'IKI accorde des aides non remboursables à l'appui de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets dans les pays en développement. Le Fonds IKI a été lancé en 2019.

Ce fonds, dans lequel d'autres donateurs peuvent verser des contributions, offre une assistance technique et financière, notamment en accordant des garanties de portefeuille partielles. Il aide les clients à améliorer la qualité de leurs projets afin qu'ils puissent bénéficier de prêts de la BEI et d'autres bailleurs de fonds. Ce fonds vise à réduire les émissions et à rendre les pays moins vulnérables aux dégâts causés par les changements climatiques.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



PRIORITÉS

Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

DONATEUR

ALLEMAGNE

ENGAGEMENT DU DONATEUR

€9 millions

FAITS MARQUANTS

Ce fonds, qui finance des projets dans les secteurs public et privé, vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en encourageant de nouveaux types de transport, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les technologies à faible intensité de carbone.

Il cherche également à réduire les risques liés aux changements climatiques concernant l'agriculture, les réseaux d'eau et d'assainissement, l'énergie, les transports, les zones côtières et les cours d'eau.

Le City Climate Finance Gap Fund, ou « Gap Fund », est une initiative mise en œuvre conjointement par la BEI et la Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'agence allemande pour la coopération internationale. Il offre une assistance technique visant à améliorer l'aménagement urbain et aide les villes à mobiliser des financements en faveur de projets liés à l'action pour le climat. Ces initiatives s'adressent principalement aux régions connaissant une expansion rapide dans les pays en développement, dans lesquels les villes croissent rapidement du fait des mouvements migratoires vers les zones urbaines où les personnes viennent chercher de meilleures conditions de vie et de meilleurs débouchés.

Ces villes sont responsables d'une part importante des émissions mondiales de CO₂. On estime ainsi à 93 000 milliards de dollars le montant des infrastructures durables qu'il faudrait construire d'ici 2030 pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, et jusqu'à 4 500 milliards de dollars le montant nécessaire pour préparer ces types de projets. Souvent, les villes des pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent ni des compétences ni des financements nécessaires pour préparer et payer ces projets. La pandémie de COVID-19 a mis encore plus en évidence combien les maladies infectieuses se propagent rapidement dans les villes mal gérées.

ZONES ADMISSIBLES

Villes de pays à revenu faible ou intermédiaire (selon la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement, établie par le Comité d'aide au développement) en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Europe et en Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

DONATEURS

ALLEMAGNE

LUXEMBOURG

VALEUR CIBLE DES PROJETS À SOUTENIR

4 Mrd €

ENGAGEMENTS DES DONATEURS

**55 Mio € (23 Mio €
gérés par la BEI)**

PRIORITÉS

Atténuation des changements climatiques dans les villes : réduction des émissions, efficacité énergétique, projets de petite envergure dans les énergies renouvelables, transports durables, gestion de l'eau et des eaux usées

Adaptation aux effets des changements climatiques dans les villes : modernisation des infrastructures et de la gestion de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées, transports, espaces publics et infrastructures



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUTENUS



FAITS MARQUANTS

Le Fonds comporte deux guichets. L'un sera géré par la BEI et la GIZ, l'autre par la Banque mondiale. Ces deux guichets de financement fourniront un appui technique aux collectivités locales pour des projets d'action en faveur du climat, qui bénéficieront de l'assistance technique de l'un des partenaires, en fonction du type de projet et des compétences requises.

Le Gap Fund poursuit trois objectifs :

- améliorer les capacités à planifier un développement faiblement émetteur de carbone et résistant aux aléas climatiques, tout en accompagnant les idées de projets de grande qualité vers un stade avancé de préparation ;
- créer des projets prêts à recevoir une assistance technique à un stade avancé et capables d'attirer davantage de financements ;
- faciliter l'échange de connaissances et d'informations concernant la préparation de projets et promouvoir la normalisation des méthodes et des outils pertinents.

Ce fonds améliorera la qualité de vie, la pureté de l'air, la santé, la résilience des communautés locales, l'intégration des couches vulnérables de la société, l'économie circulaire et la création d'emplois. Il renforcera également la coopération entre les villes et les investisseurs potentiels en promouvant des projets ambitieux d'atténuation des changements climatiques et de résistance à leurs effets. Dans l'ensemble, il améliorera considérablement la vie de millions de personnes.

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

www.eib.org – info@eib.org

🐦 twitter.com/EIB

📘 facebook.com/EuropeanInvestmentBank

📺 youtube.com/EIBtheEUBank

La BEI coopère avec les photographes Yann Arthus-Bertrand et Philippe Bourseiller pour attirer l'attention sur l'une de nos ressources les plus précieuses : l'eau.

Crédits photos : © EIB, Yann Arthus-Bertrand, Philippe Bourseiller, Shutterstock, Gettyimages - PICHA Stock.

Imprimé sur papier MaxiOffset, offset blanc sans bois 170g/m², FSC.

Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique.

Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

Imprimé par Print Solutions



Ce grand acacia, au bord du fleuve, est considéré comme un arbre sacré par les riverains. Fleuve Niger, Mali.
Photo : Philippe Bourseiller